



COMITE TECHNIQUE
DU 2 MARS 2012
DECLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

Depuis plusieurs années, la CGT n'a de cesse de réaffirmer que la prétendue modernisation des services publics ne répond qu'à une logique comptable de réduction de la dépense publique.

L'administration jurait sur ses grands Dieux qu'il n'en était rien.

Le contexte de crise économique et financière permet aujourd'hui de s'affranchir du prétexte fallacieux de l'amélioration du service public. Désormais, les plans d'austérité légitiment à eux seuls la diminution des budgets, la réduction drastique des effectifs.

Nous n'avions finalement pas tort !

Nous n'avions finalement pas tort, non plus, lorsque nous dénonçons la mise en œuvre de la fusion sans une évaluation préalable des besoins de la population et l'allocation de moyens humains et financiers en adéquation.

Et non, le guichet fiscal unique n'est pas la panacée. C'est la Cour des Comptes qui l'affirme. La Cour constate que le guichet unique ne fonctionne pas et que l'accueil du public est défaillant. Même si la CGT ne partage pas les recommandations de cette institution qui souhaiterait que la fusion aille plus loin dans les suppressions de postes et de structures, le constat est sans appel. Quelle crédibilité accorder, alors, au résultat de l'enquête commandée par la DGFIP qui mentionne un taux de 95 % de satisfaction d'accueil au guichet et de 93 % d'usagers satisfaits par l'accueil téléphonique. Ce n'est pas en commandant de coûteuses enquêtes bidon que la DGFIP travestira la réalité de nos services. Les agents, eux, ne s'y trompent pas. Tout est dit lorsque les cadres B et C, en SIP et SIE, font grève jusqu'à plus de 60 % et que 20 structures sont fermées avec 100 % de grévistes parfois, comme le 2 février dernier.

L'Etat doit cesser de rester sourd aux revendications que portent les agents. Depuis plusieurs années, la colère gronde. Les nombreuses journées de grève qui se réitèrent année après année, attestent que cette colère est loin de faiblir.

La réduction budgétaire historique de 20 % que va subir, en 2012, la DRFIP de Lorraine Moselle va toucher de plein fouet les agents déjà asphyxiés par les suppressions d'emplois.

Combiner situation de sous-effectifs, surcroît de charges, dégradation continue des conditions de travail, stagnation des salaires, absence de reconnaissance des qualifications avec restrictions des moyens de fonctionnement est un mélange explosif.

La mise en place de mesures comme la réorganisation de l'envoi du courrier et autres remplacements d'imprimantes individuelles pour des imprimantes réseau font déjà grincer des dents les agents dans les services.

La conscience professionnelle des agents, sans laquelle nos services ne tourneraient pas, a atteint ses limites. Les agents sont à bout.

Dans le même temps, parler, « d'ambitieuse politique d'amélioration des conditions de vie au travail », c'est tout bonnement se moquer des agents.

La mise en œuvre d'un plan d'amélioration des conditions de vie au travail qui se contente de recenser les risques sans apporter de réelle solution correspondant aux attentes des agents, de surcroît dans un contexte budgétaire d'austérité et dans une administration où le pilotage par la performance est la seule règle est une vaste fumisterie. L'administration prétend améliorer des conditions de vie qu'elle dégrade sans relâche.

Nous sommes sur une poudrière et une fois encore l'administration et ses représentants se retranchent derrière leurs œillères.

Gare à l'étincelle !